

Pour la paix dans les Balkans

■ L'appel de Strasbourg, dans lequel des représentants des différentes communautés religieuses des Balkans s'engagent à œuvrer pour la paix dans leur région, a été présenté hier au siège de l'union des églises protestantes d'Alsace et de Lorraine.

Tout a commencé fin juin, au Conseil de l'Europe, et tiendra-t-on. Une trentaine de représentants des religions orthodoxe, musulmane et catholique, venus de Serbie, de Croatie, de Bosnie notamment, se sont retrouvés à Strasbourg pour une table ronde sur l'influence des religions dans les Balkans. Une première, selon ses organisateurs, qui ont laissé passer la rentrée et présenté hier les résultats de cette rencontre.

Ce colloque, initié par Boris Vukobrat, président de l'ONG Fondation pour la paix et la gestion de crises, et présidé par Jean-François Collange, président du conseil de l'union des églises protestantes d'Alsace et de Lorraine

-choisie pour sa non-implication dans les différents conflits- se devait de bâtir une compréhension entre les différentes communautés.

Une « initiative internationale majeure »

Mission accomplie, pour Marc DeVore, professeur à l'université de Saint-Gall (Suisse), qui voit en l'appel de Strasbourg, né de cette rencontre, une « initiative internationale majeure » pour faire de la religion et des chefs spirituels un vecteur de paix dans les Balkans.

L'appel de Strasbourg, c'est d'abord une reconnaissance des responsables religieux présents que « la religion a été mobilisée à des fins politiques et a contribué aux conflits », alors que « le message fondamental des trois religions monothéistes est avant tout de paix et de tolérance. » C'est ensuite un engagement à tout faire (les participants estiment avoir une « responsabilité inaliénable ») pour que les communautés respectives

aient recours à « des moyens pacifiques dans la résolution des conflits ». C'est enfin les prémices d'un dialogue interreligieux que les participants espèrent « régulier et dynamique ».

« Le problème politique dans les Balkans est loin d'être réglé », a fait valoir Boris Vukobrat, lui-même né à Zagreb de parents serbes. « Mais c'est un engagement pour l'avenir », a-t-il estimé, annonçant que les signataires de l'appel pourraient se retrouver chaque année au mois de juin à Strasbourg.

Jean-François Collange a considéré qu'il s'agissait d'un « outil », au cas où « la chaudière se [remettait] à bouillir », reconnaissant toutefois que les « sujets chauds », comme l'indépendance du Kosovo, restaient pour l'heure évités. Sladjana Prica, représentante permanente de la Serbie auprès du Conseil de l'Europe, a pour sa part souhaité que le « processus » permette « de traverser nos rivières comme vous traversez le Rhin. »